

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

25 AU 31 JANVIER 1996

N° 1027

10,00 F

LE RÉCENT MOUVEMENT de grèves est marqué par une réalité que la bourgeoisie insolente, la classe politique cynique et l'intelligentsia désabusée avaient déjà jetée dans les poubelles de l'histoire : la conscience de classe, et son réveil. Nous le saluons, avec tous les formidables gestes de solidarité ou d'action directe qui ont déjà été évoqués dans ces colonnes. Mais ce réveil va plus loin qu'un simple mécontentement économique. Il exprime également d'importantes évolutions spatiales et territoriales. Parmi les nombreuses choses qui nous ont frappé, on peut ainsi relever deux aspects majeurs :

— la rue, plus que l'entreprise, fut le lieu de convergence du mouvement mais, à part quelques exceptions, celui-ci n'y a jamais dépassé le stade de la marche à pied ;

— le mouvement social fut, proportionnellement au nombre d'habitants, beaucoup plus important en province, et notamment dans les petites ou moyennes villes.

## Un mouvement fort dans les petites villes

Commençons par ce deuxième point. Là encore, les médias ont joué leur rôle de chiens de garde du système en l'édulcorant largement, en ignorant purement et simplement des pans entiers du pays. Quand on pense au moindre fait divers de la France profonde qui a droit à une place de choix, on se demande ce qu'il faudrait faire de plus alors que des villes entières sont descendues dans la rue ! Ce traitement de l'information est particulièrement inadmissible pour les journaux écrits qui sont censés avoir plus de temps, plus de place, plus de recul pour écrire et inscrire les choses. Sur certaines cartes des manifestations dans l'Hexagone, des villes entières, même importantes, ont été oubliées, rayées, des dizaines de milliers de manifestants ont disparu de l'espace. De la même façon que les régimes marxistes-léninistes retouchaient les photos et caviardaient les textes, les régimes libéraux passent ainsi la gomme sur la géographie sociale.

Cette mobilisation de la population dans les petites et moyennes villes de province est révélatrice de la gravité de leur situation. La crise économique et sociale affecte en effet des cantons entiers. Ces « pays » traditionnellement homogènes dépendent de quelques spécialisations industrielles ou agricoles, et de quelques grosses entreprises qui dégradent le tissu économique et social pour peu qu'elles licencient ; ce qui arrive de plus en plus souvent, et de plus en plus mas-

## GRÈVES DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 95 DE LA RUE A LA COMMUNE



sivement. Certaines villes ne « tiennent » donc plus que grâce à la présence des services publics, et comme ceux-ci sont les premiers visés par la politique chiraquienne, l'inquiétude y grandit.

Depuis les lois dites de décentralisation de 1982, les collectivités locales ont, en théorie, davantage de pouvoirs. Elles se sont lancées dans l'animation économique, en consentant de gros efforts, en s'endettant parfois ou en augmentant les impôts locaux (ce qui ajoute aux pressions exercées ailleurs sur la population). Mais, en pratique, elles n'ont guère obtenu de résultats tangibles. Les exemples sont nombreux d'entreprises qui arrivent dans une petite zone industrielle rurale pour toucher les diverses primes

d'encouragement, et qui s'empres- sent de licencier pour s'implanter ailleurs : comme quoi les phénomènes de délocalisation industrielle ne concernent pas seulement le « tiers monde ».

L'impasse de cette politique industrielle locale a engendré un mécontentement profond. A cette impasse économique s'ajoute une impasse politique, l'impuissance de fait des élus locaux qui constatent qu'ils ne peuvent pas vraiment agir, sauf les plus habiles, ceux qui ont par exemple des relais dans les « sphères supérieures », dans un système dont ils n'ont pas fixé les règles du jeu et qui leur échappe, à l'heure où tout le monde parle pourtant de « démocratie locale ». Cette contradiction s'est révélée au grand jour par la descente dans la

rue de populations de toutes les catégories sociales.

Elle s'est également traduite par une forte mobilisation du secteur privé en province. Ce constat nous permet, dans la foulée de ce notre compagnon Laurent, du groupe FA de Modane, a analysé, lors d'un précédent article, de relativiser le phénomène de « grève par procura- tion ». Les médias ont soigneuse- ment occulté ce qui se passait en province dans ce domaine, qui était plus significatif qu'en région parisienne où les grosses entre- prises n'ont guère été touchées. On constate ainsi que dans de nombreux endroits, les salariés du privé sont descendus dans la rue dès le début du mouvement et y sont restés. Pour prendre le seul exemple de la région Rhône-Alpes, ce fut le cas à Saint-Etienne (GIAT, Bennes Marrel, Clecim, plus d'une quinzaine d'entreprises privées au total), à Roanne ou à Valence. C'est à Grenoble que c'est allé le plus loin. Les travailleurs d'entreprises privées, comme Merlin-Gérin, étaient dans la rue pour ne plus en sortir, pour reprendre en tout cas plus tard que les cheminots. Ce qui est intéressant, c'est qu'il s'agit souvent de grandes entreprises privées pourtant réputées pour leur modernisme, leur compétitivité, voire pour leur « gestion du social », mais qui se trouvent elles aussi confrontées à la crise. Certaines branches de l'électronique ont même « rapatrié » des activités délocalisées dans le tiers monde parce qu'elles avaient

réussi à diminuer les coûts salariaux en France même, comme à Grenoble.

## Dans la rue, et après ?

Dans les petites villes, comme dans les plus grandes, la lutte est donc descendue dans la rue. C'est là que les choses se sont largement jouées, au-delà des piquets de grève, puisque les diverses corporations s'y sont physiquement réunies dans leur solidarité mutuelle. Mais il faut se demander pourquoi la lutte n'a pas dépassé le cadre des manifestations, même puissantes.

En fait, il y eut une sorte de tétanisation. La masse a provoqué une sorte d'effet contraire : prendre conscience de sa force, s'en réjouir, mais, en même temps, en avoir peur dans l'absence d'alternatives collectivement pensées. Et, contrairement à d'autres mouvements sociaux, il n'y a pas eu de lieu-phare du combat, pas de véritable point de ralliement social, spatial et symbolique. Les dépôts des tramonts de Marseille sont arrivés trop tard. Au-delà des problèmes de coordina- tion d'un lieu de lutte à l'autre qui pourrait expliquer cette absence, on doit constater que le lieu de travail n'est plus le seul espace-enjeu réel et porteur. D'une part, parce que le travail est maintenant éparpillé. Avec le télé-travail plus qu'avec le chômage, avec le toyotisme qui a réduit les trop vastes concentra- tions ouvrières, la grande usine n'est plus le seul lieu détonateur.

(suite p. 2)

**FEST-DEIZ / BAL FOLK**  
Dimanche 28 janvier - de 15 h à 20 h  
en soutien à Radio Libertaire  
à Ti Ar Vretoned / Mission bretonne  
22, rue Delambre, 75014 Paris

DULCELINE, le duo AVAL'ANCHES, Miquèu MONTANARO, Marc PERRONE et Marie-Odile CHANTRAN.

Bretagne : Loïc TAILLEBREST et Eric GERBEAU, Roland BROU et Pierre GUILLARD, Eric RICHARD, Jean-Louis AMISSE, Michel Le CAM, Michel CLECH et son compère.

Entrée : 40 F (carte d'auditeur RL, Radio Pays ou TAV) et 60 F.  
Réservations : 43.35.26.41 (M. bretonne) ou 48.05.34.08 (Publico).

T 2137 - 1027 - 10,00 F



FOP 2520

# De la rue à la commune

(Suite de la « une »)

D'autre part, parce que les relations sociales liées au travail sont fortement distendues (multiplication des équipes qui se croisent, éparpillement des statuts, va-et-vient d'employés précaires).

L'élément nouveau, c'est que, dans une époque de mondialisation et de globalisation du marché, l'échelon local, avant même l'échelon national, entre en crise et craque. Dans une époque jusque là caractérisée par l'anesthésie des luttes sociales, c'est lui qui semble le plus représentatif de l'inquiétude collective, le plus évident. C'est à la fois un symptôme, celui de la crise, et un besoin, celui de se retrouver ensemble, physiquement et symboliquement. L'échelon local est un véritable enjeu. En fait, ce n'est pas quelque chose de totalement nouveau et nous, révolutionnaires anarchistes, nous le savons bien, qui avons toujours défendu le principe de la commune, comme lieu de lutte et de coordination des unités de la société future. C'est d'ailleurs ce qui distingue les anarcho-syndicalistes, qui privilégient l'entité communale, des syndicalistes révolutionnaires, qui préfèrent la division par industries dans leur organisation.

Mais nous devons réactualiser notre position en fonction des nouvelles données, et, surtout, réflé-

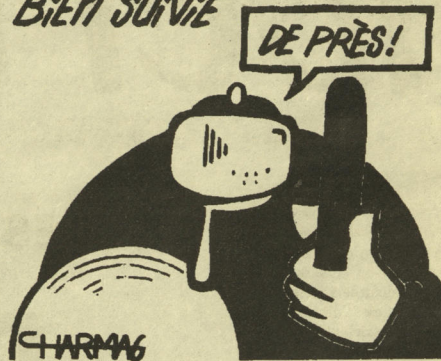
chir sur le débouché, l'étape supérieure, que doit prendre la lutte dans la rue. Ce ne sera pas facile, et il ne faut pas confondre les bagarres de fin de manifs avec la réalisation de la commune insurrectionnelle qui suppose d'autres forces, d'autres modes d'organisation, d'autres modes d'action. Les tentatives de gestion directe qui ont été menées pendant le mouvement sont à saluer : basculement du tarif de nuit sur la journée par des agents EDF, train gratuit pour les usagers ou pour les manifestants par les cheminots, courriers ASSEDEC ou mandats de retraites délivrés par les postiers. Mais elles ne se sont pas répandues. Pour l'expliquer, plus que leur caractère trop radical qui a rencontré la méfiance des bureaucraties syndicales ou simplement des salariés par ailleurs très remontés, il faut plutôt y voir l'évolution d'une société qui rend ces ripostes moins efficaces qu'autrefois — transport par route, communications par fax — et les difficultés techniques de leur mise en application (exemple des trains, des problèmes de sécurité), qui se combinent avec les menaces de répression implacable. Dans ce contexte, leur principal intérêt est propagandiste, pour rallier les « usagers » réfractaires à la grève et pour faire prendre conscience des réalités de la gestion directe.

C'est donc sur un autre terrain, celui de la commune, qu'il faut aussi envisager les actes révolutionnaires. Il est probable que ce sera plus difficile à mener dans les grandes villes où le tissu social y est beaucoup plus étendu et beaucoup plus lâche, sinon troué. Le taux de participation des habitants aux manifestations par rapport à la population totale fut d'ailleurs proportionnellement plus faible dans les métropoles que dans les petites villes (les problèmes de transport à Paris vers les manifs n'expliquent pas tout), à l'exception des villes du Midi (Toulouse, Montpellier, Marseille), qui entrent finalement dans la catégorie des villes de province en crise. Il est néanmoins indispensable qu'elles s'y déroulent là aussi, voire d'abord, car, comme l'histoire révolutionnaire l'a bien montré, c'est bien la grande ville qui donne sinon le signal du moins la forme la plus achevée du processus révolutionnaire, dans ses modalités d'action, d'organisation, de coordination et de reconstruction.

## Le danger réactionnaire

Il faut faire vite. Car les aspirations révélées par le mouvement de grève sont immenses, et, s'il n'y a pas satisfaction, la frustration peut être à la hauteur, tout aussi immense, c'est-à-dire tout aussi profonde, désespérée. La mascarade du sommet social, qui n'a trompé que ceux qui voulaient bien l'être, ne prévisage de ce point de vue rien de bon. La réaction guette. Pendant le mouvement, les forces fascistes, comme celles du FN, ont plus ou moins fait le gros dos. Elle ont pris acte de la radicalisation ouvrière de leur base populaire, là où elle existe. Elles se sont montrées clairement hostiles à la grève, en cultivant un discours de « responsabilité » sur le plan économique, qui pouvait aussi se montrer critique vis-à-vis de Juppé. Mais une fois les

MANIF DES FONCTIONNAIRES BIEN SUIVIE



choses calmées, elles peuvent reprendre l'offensive, ne serait-ce qu'en désignant les immigrés comme éternels boucs émissaires du manque d'amélioration.

Certes, la lutte sur le terrain et le réveil de la conscience de classe ont changé les rapports avec les immigrés, mais il ne faut pas trop fantasmer là-dessus. Le mouvement de solidarité effective a permis de montrer la pertinence objective du slogan « Français-immigrés, même patron, même combat », et d'ouvrir enfin un espace concret, et non plus purement idéologique, de discussions contre le racisme (on peut en dire autant du combat contre le sexisme). Mais les banlieues et les Beurs se sont montrés, dans l'ensemble, très discrets, collectivement, au cours du mouvement de grève comme dans la rue. Plusieurs raisons peuvent l'expliquer, comme la crainte de la répression, mais cela n'est pas suffisant. Il reste un énorme travail à accomplir et il ne faut pas oublier que, de ce côté-là, les forces fascistes, qu'elles soient politiques (FN) ou religieuses (intégrisme musulman) savent se montrer très militantes, très actives. L'hypothèse pessimiste serait d'en conclure que, par exemple, l'intégrisme musulman a déjà remporté une bataille en déconectant les préoccupations immigrées du champ social hexagonal, et en les cantonnant dans le Maghreb religieux.

L'exemple des trois grandes communes récemment gagnées par le Front national (Toulon, Orange, Marignane... et il faudrait y ajouter Nice sous une autre étiquette) montre que, contrairement à ce que supposaient les démocrates qui se complaisaient à diaboliser le Front national en lui donnant une image autre que celle qu'il construit réellement, les fascistes opèrent de façon subtile, semi-souterraine, pas vraiment frontale. A l'expulsion d'immigrés par charters entiers, ce qui serait à la fois difficile techniquement et nuisible politiquement, ils préfèrent les mesures sournoises au coup par coup, sur les subventions, les attributions de logements, les nominations de postes. Ils ne font, finalement, que durcir les politiques d'austérité, bien connues, car ce sont celles qu'ont déjà engagées la droite et la gauche.

Il ne faut donc pas se tromper, ni sur la réalité du recul raciste, ni sur la réalité des politiques fascistes, car au-delà du danger fasciste lui-même, s'en cache un

autre, celui de l'antifascisme démocratique qui, oubliés des responsabilités de la gauche comme de la droite classique dans le recul social de ces vingt dernières années, entend se refaire une virginité sur le terrain anti-FN. On voit déjà les représentants de la social-démocratie-chrétienne, comme Martine Aubry et consorts, s'agiter beaucoup dans ce sens. Dans un contexte de durcissement social et politique, réclamer ainsi la dissolution du FN est un acte non seulement illusoire, un fétiche totalement inopérant (comme si dissoudre un parti allait faire disparaître son électoral, ses idées et ses pratiques), mais également dangereux car ce serait donner au pouvoir la légitimité de réduire un courant politique, quel qu'il soit : il peut être d'extrême droite aujourd'hui, mais anarchiste demain, au cas où les anarchistes et les révolutionnaires deviendraient par trop menaçants.

De ce point de vue, la propagande strictement anti-Maastricht, que développe aussi bien le PC, les gauchistes que les fascistes, est extrêmement dangereuse puisqu'elle revient à défendre le pré carré français, la France, et qu'elle enrichit le terreau nationalitaire sur lequel la chienlit fasciste prospère le mieux. On peut mettre dans le même sac les tentatives de réhabilitation de l'Etat-nation que favorisent des revues a priori aussi bien intentionnées que *le Monde diplomatique*, avec des vieux briscards du socialo-gaullisme comme Edgar Pisani ou du marxisme orthodoxe comme Jean Chesneaux, qui s'est reconverti dans un autre totalitarisme, celui de l'écofascisme à la Hans Jonas.

Les idées libertaires reçoivent depuis une dizaine d'années un accueil favorable qu'elles n'avaient pas connu depuis longtemps. Nous sommes plusieurs à le dire depuis quelque temps, mais cela ne suffit plus. C'est le moment de les faire passer en actes, en pratiques au sein du mouvement social, à commencer par la commune et le monde du travail en se méfiant comme de la peste des tentatives gauchéo-éclo-baba-rocker-machin de nous renvoyer dans un ghetto, une frange bien ciblée de pseudo-alternative, aux allures de force illusoire parfois même, mais qui ferait les délices d'un pouvoir toujours soucieux de nous marginaliser.

PHILIPPE PELLETIER

Jean-Marc Houzet est mort. Il était instituteur à l'école Vitruve (3-5-7, passage Josseaume, 75020 Paris), une école publique et différente, laïque et émancipatrice, gratuite et pleine de projets, obligatoire parce qu'innovante.

Le vendredi 5 janvier, son école avait décidé de saluer sa mémoire par un texte que *le Monde-libertaire* publiera dans notre prochain numéro.

### Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

### Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).  
 Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Les suppléments du ML sur le logement (n° 1024) et le bilan des grèves (n° 1026) sont disponibles en écrivant à la librairie PUBLICO.

Frais de port : 3 F l'exemplaire et, pour diffusion, 1 F l'unité pour un lot de 10 exemplaires.

Rédaction-Administration :  
 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication :  
 André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : La Viegie,  
 24, rue Léon-Rogé,  
 76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145  
 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — La Viegie  
 Diffusion SAEM  
 Transport Presse

PARIS 18<sup>e</sup>

## Réquisition / réappropriation à La Moskova

Samedi 20 janvier, vers 11 heures, une dizaine d'appartements ont été réquisitionnés par des habitants du 18<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Situé dans le périmètre de la ZAC Moskova, l'immeuble de deux étages (en parfait état) appartient à la SEMAVIP (le bras « armé » immobilier de la politique HLM du maire de Paris).

Cette action est doublement significative :

— elle est dans le droit fil des opérations menées depuis l'année dernière sur le problème des mal-logés à Paris, comme en province. Elle se situe dans un arrondissement qui totalise plus de 8 000 demandes de relogement, qui restent sans réponse concrète de la part des autorités dites responsables (gouvernement, maire de Paris et maire du 18<sup>e</sup>) ;

— ce n'est pas par hasard que cette action se situe dans la Moskova. Une opération « exemplaire » des méthodes employées par les requins de la ville de

Paris. L'immeuble réapproprié par les habitants du quartier est en parfait état, pourtant il est promis à la casse. Il correspond parfaitement aux besoins de logement de personnes du quartier ayant peu ou pas de moyens financiers.

Le nouveau maire du 18<sup>e</sup> (PS) s'était prononcé pour l'arrêt des procédures de démolition dans le périmètre de la ZAC Moskova, il a même monté une exposition de photographies sur ce quartier (à partir de ce jeudi 25 janvier à la mairie d'arrondissement). Plutôt que d'assister à un enterrement, certes culturel mais définitif, de ce Paris populaire que tout le monde regrette, les habitants de La Moskova ont décidé de prendre les choses en main. Ils réquisitionnent des immeubles très habitables et parallèlement construisent un contre-projet de réaménagement de la ZAC (avec l'aide de l'école d'architecture de La Villette).

GRUPE LIBERTAIRE LOUISE-MICHEL

COMMUNIQUÉ DE LA 2<sup>e</sup> UR-CNT

## Boycottons Ackerman !

Aux grévistes, manifestants et sympathisants du mouvement de décembre 1995.

A tous ceux qui refusent de baisser la tête devant l'arrogance des puissants.

Le mouvement social qui a levé à la faveur des grèves de novembre-décembre est né autour de questions économiques, mais il porte dans ses profondeurs l'insurrection de la dignité contre l'arrogance. Nous n'avons pas encore pu mettre à bas le « plan Juppé », mais unis nous sommes assez forts pour assener un bon coup de trique à l'ennemi.

Qu'un travailleur soit réprimandé parce qu'il ose, en pleine canicule, travailler torse nu dans un entrepôt dont le système de ventilation est en panne, constitue déjà un abus. Qu'il soit jeté à la rue est un crime. C'est ce qui est arrivé en juillet 1994 à un ouvrier d'une grosse entreprise de Saumur : les vins effervescents Ackerman. Ce que l'Etat nomme une

« décision de justice » a confirmé le licenciement pour faute gravé le 14 novembre 1995.

La morgue, le cynisme et le mépris de ce « jugement » s'adressent à tous ceux qui n'ont d'autre moyen pour survivre que de louer leurs bras ou leur cerveau. Il serait suicidaire, déshonorant et impardonnable de ne pas répondre. Le mouvement qui vient de se mettre en marche perdrait son sens s'il choisissait d'ignorer un camouflet aussi scandaleux.

De toute la force de leur petit nombre, les signataires de ce texte appellent l'ensemble du mouvement à lancer une vaste opération de boycott sur la firme Ackerman jusqu'à la réintégration de l'ouvrier humilié et jeté au chômage. S'ils prennent cette initiative, c'est dans l'espoir de pouvoir s'effacer au plus tôt devant l'action pour se fondre à nouveau dans la communauté récemment reconstituée. Rien ne serait pire que d'utiliser cette affaire à des fins de publicité partisane. Nous ne connais-

sons pas l'ouvrier dont il est question, nous ne savons pas, et nous nous foudrons de savoir, s'il est syndiqué ou appartient à quelque organisation que ce soit.

Camarades, sœurs et frères, si tous ensemble nous échouons dans ce combat pour notre dignité d'humains, nous aurons au moins connu le bonheur de fraterniser une fois de plus. Si nous réussissons, tous ensemble, nous aurons élargi le champ des possibles.

Un pour tous, tous pour un !

UNION LOCALE de PARIS/  
2<sup>e</sup> UNION RÉGIONALE de la CNT

N.B. : 2<sup>e</sup> Union régionale de la CNT, 39, rue de La Tour-d'Auvergne, 75009 Paris. Tél. : 48.78.78.64.

## RENDEZ-VOUS

### GARD

Les militants du Gard de la FA vous proposent un rendez-vous régulier au cours d'une vente quinzomadaire du ML, lors du marché du vendredi, sur le boulevard Jean-Jaurès, à Nîmes, entre 10 h et 11 h 30. Rendez-vous : les 2 et 16 février.

### LILLE

« Qu'est-ce que l'anarchisme ? », réunion publique du groupe Humeurs Noires de la FA, le mercredi 7 février, à 20 h, au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1/2, rue Denis-du-Péage (M<sup>e</sup> Fives), 59800 Lille. Tél. : 20.47.62.65.

### LYON

Le samedi 27 janvier, à 15 h, les groupes FA et le CIRC-Lyon vous proposent une conférence-débat avec Jean-Pierre Galland, auteur du livre sur le cannabis : *Fumée clandestine*, tome 2.

Le vendredi 2 février, à 20 h précises, et le samedi 3, à 15 h précises, les groupes FA de Lyon vous convient à la projection (en 16 mm), par l'association « Celluloïde », du film de Richard Prost, *Un Autre futur*, sur l'Espagne libertaire de 1936.

La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

### MONTPELLIER

L'Antre anar change ses horaires d'ouverture. A partir du 31 janvier (inclus), les permanences du groupe FA de Montpellier se tiendront le mercredi, de 16 h à 18 h.

Et à partir du 1<sup>er</sup> février, le « Café libertaire » (avec débats, le plus souvent), aura lieu chaque jeudi, à partir de 20 h 30.

L'Antre anar, 5, rue Jeanne-d'Arc, 34000 Montpellier.

Vous trouverez l'essentiel de la presse libertaire, des livres sur l'anarchisme, des infos... et l'occasion de discuter d'anarchisme !

### PARIS

Permanence de l'Union régionale parisienne de la FA : le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche), 75018 Paris.

### RENNES

A l'initiative du groupe FA, le jeudi 25 janvier, à 20 h 30, une réunion-débat aura lieu à la Maison du Champ-de-Mars, sur le thème : « Mouvements sociaux... rien n'est fini, mais tout commence ».

### VALENCE

Le groupe La Ruche de la Fédération anarchiste s'est créé dans la région de Valence.

Une table de presse est tenue chaque premier dimanche du mois au marché aux puces de Valence.

Pour contacter La Ruche, adressez-vous provisoirement à : Groupe La Ruche c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.

### BREST

Groupe Les Temps Nouveaux c/o CEL, BP 728, 29277 Brest cedex.

LES PROBLÈMES DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

## Baisse du coût du travail Augmentation des profits

Les raisons du « trou » de la Sécurité sociale sont contestables. On peut relever :

- tous les impayés ;
- les charges indues. Celles qui ressortent du budget général de l'Etat, et qui sont supportées par la Sécurité (pourquoi devrait-elle financer la construction d'un hôpital de l'Assistance Publique...);
- moins de cotisations à cause du chômage, des emplois précaires, des emplois bidon (CES, CIE...).

Tout cela a préparé la situation actuelle : une baisse des charges

pour les employeurs ; une baisse du coût du travail.

Comme on ne veut pas baisser les revenus des détenteurs de la Sécurité (laboratoires, gros pharmaciens, large part du corps médical...), on va taxer les travailleurs via l'impôt.

Pour officialiser et généraliser cet état de fait, le plan Juppé exonère les employeurs d'une partie du salaire indirect et fiscalise, partiellement pour l'instant, le financement de la santé. L'Etat en profitera pour élargir l'assiette imposable par l'abaisse-

ment des seuils d'imposition et la prise en compte dans le revenu imposable de prestations qui en étaient exonérées. Une grande partie de la population jusque là exonérée d'impôt sur le revenu ou bénéficiaire du « non recouvrement » en paiera, RDS compris.

Parallèlement, le taux des tranches supérieures de l'impôt sera revu à la baisse. Les patrons paieront moins de salaires. Les profits grossiront. Les riches seront encore plus riches. Les inégalités s'aggraveront.

Dans cette histoire, l'Etat organise la baisse des salaires et l'augmentation des profits.

Il efface l'idée de solidarité obligatoire, via le salaire indirect, qui avait prévalu à la création de la Sécurité dans les années 45.

JACQUES et DOMINIQUE  
(groupe Etoile Noire - Ivry)

Ile-de-France  
RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
Samedi 3 février  
11 h 30 - 12 h 30  
« LES CHRONIQUES  
SYNDICALES »  
autour de l'ouvrage collectif  
« Syndicalisme...  
Quel syndicalisme ? »  
(éditions L'Atelier - 120 F)

## PARUTIONS

### PRESSE

Le numéro double 124 (décembre 1995) - 125 (janvier 1996) de *Contre Vents et marées* (journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes) vient de paraître. Il coûte 6 F. L'abonnement pour dix numéros est de 60 F. Chèque à l'ordre de « Contre-Courants », la Ladière, 38080 Saint-Alban-de-Roche.

### BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE »  
Le groupe de la FA du Gard diffuse un bandeau « Lisez le Monde libertaire », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème. Tarifs (port compris) : 10 exemplaires : 10 F ; 100 exemplaires : 52 F ; 200 exemplaires : 88 F. Chèque à établir à l'ordre de Vidal. A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

### PRESSE

Le groupe Milly-Witkop édite un quatre pages intitulé *Nouvelle donne... vieille rengaine*.

Les deux derniers numéros : « L'Antimilitarisme aujourd'hui » et « Le Procès de la solidarité » sont disponibles contre un timbre à 2,80 F.

Pour contacter le groupe Milly-Witkop : FA c/o Le Local, 16, rue Sanlecque, 44000 Nantes.

### BROCHURES

*L'Anarchisme*, une brochure de 52 pages (ouvrage collectif sous la direction de R. Dauxois) a été éditée par l'Union régionale Rhône-Alpes de la FA. Elle coûte 10 F.

L'Union régionale vous propose également une brochure sur Proudhon, 19 pages, 10 F.

En vente à la librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon.



**Aujourd'hui, c'est lui  
Demain... toi ?  
Il dort  
dans la rue  
et des logements  
sont vides !**

**FÉDÉRATION ANARCHISTE  
145 RUE AMELOT - 75011 PARIS**

AFFICHE sur le LOGEMENT  
5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).  
A commander à : PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

IVRY-SUR-SEINE (VAL-DE-MARNE)

# Soirée libertaire sur les écoles parallèles

LES CONFÉRENCES parisiennes, organisées par la Fédération anarchiste en ces premiers jours de l'an 1996, connaissent un indéniable succès. On l'a constaté les 5 et 12 janvier, lors des deux premières réunions du cycle de conférences sur l'anarchisme, qui se sont tenues à la Libre Pensée, avec plus de monde que ne pouvait en contenir la salle (une centaine de personnes).

Et le samedi 13 janvier, le forum de la librairie du Monde Libertaire, avec Guiomar Rovira, auteur de *Zapata est vivant !*, de connaître un tout aussi beau succès.

Le soir-même, c'est à Ivry-sur-Seine que l'on a pu encore une fois constater combien il y a actuellement une quête des idéaux libertaires. En effet, environ 80 personnes se sont pressées en salle Saint-Just pour assister à une réunion publique sur les écoles alternatives : Bonaventure d'Oléron, le lycée autogéré de Paris, l'ancienne expérience Freinet à l'école Makarenko d'Ivry et son prolongement avec Radio Cartable — la radio des écoles d'Ivry, qui se produit à partir de Radio Libertaire, le vendredi matin. Depuis 40 ans, aucune réunion anarchiste — ou pour le moins FA — n'avait eu lieu dans la commune, aux dires de notre compagnon Yves Peyraud, président de séance pour l'occasion. Il s'agissait donc de ne pas rater son coup. Autant dire que la réussite fut au rendez-vous. Non seulement nous avons eu droit à des interventions de qualité, de la part de l'ensemble des intervenants, parlant aussi bien au nom de l'association des Amis de Louise-Michel (Yves Peyraud), co-

organisant la soirée avec le groupe Etoile Noire de la FA, de Bonaventure (Jean-Marc Raynaud), du LAP (Jean-Luc, enseignant et militant CNT et FA), ou encore de Radio Cartable (Pierre Laborie)... mais aussi des questions intéressantes de la part d'un public pas nécessairement gagné à la cause de l'école parallèle, mais néanmoins curieux quant à son fonctionnement. Et de demander, au sujet de Bonaventure, le pourquoi d'une telle réalisation (insatisfaction par rapport à l'école publique, projet pédagogique à son adresse resté lettre morte, prolongement d'une crèche parentale), le comment du financement (par dons d'un réseau associatif mis en place autour de l'école — gratuité de l'enseignement pour la douzaine d'enfants présents), le budget (11 000 F par mois), l'occasion ou pas de menées prosélytes (Bonaventure inculque des valeurs de citoyenneté : la liberté, l'égalité, l'entraide... qui se veulent universelles et de bon sens, mais ne livre pas un « prêt-à-penser » anarchiste).

Les propos de Jean-Marc Raynaud ont été appuyés par un vidéo de Gineste Production. Autre façon d'intéresser l'auditoire. Pour le LAP, comme pour Bonaventure, s'est posé le problème de l'insertion des élèves dans le circuit éducatif « normal » et dans la société. Et certains auditeurs de parler de réussite en des termes de notes, de diplômes, d'ascension sociale... Et les intervenants de revenir sur l'absence de notes, une scolarité sans contrainte où le jeune décide autant que l'adulte en des

assemblées, des conseils de classe... L'apprentissage de la liberté ne se mesure pas à l'aune de la notation, du nombre de bons points (à Bonaventure, au LAP, ça n'existe pas !). Déroutant pour certains. Il est difficile d'admettre le monde sans contraintes qui se dessine, avec comme au LAP une préparation facultative du baccalauréat. Et le partisan de la pédagogie Freinet (le promoteur de Radio Cartable), menée il y a quelques années à l'école Makarenko, d'abonder en faveur de Bonaventure, dans laquelle il se reconnaît, malgré le caractère hors cadre institutionnel de celle-ci. On n'opposera pas ce soir les diverses expériences parallèles menées hors et dans le système scolaire que l'on connaît : l'Education nationale. Et Jean-Marc Raynaud d'indiquer qu'il n'aurait pas vu d'objection à mener un projet similaire dans le cadre de l'Education nationale, si les instigateurs de Bonaventure n'avaient été ignorés par l'Académie. Puis de prôner l'alliance de toutes les intelligences pédagogiques. Il ne sera pas question, également, d'opposer l'Anarchie (la liberté) et l'Ecole (la contrainte). Propos théologique sera-t-il répondu à l'intervenant qui pose le problème en ces termes, l'école n'étant pas vécue comme une contrainte dans une optique libertaire, anti-autoritaire. Et de contenir l'en-dehors sur sa marge, avec le leitmotiv de la citoyenneté au sein d'une société dont on ne peut se départir et où le manque de structures éducatives n'a jamais été preuve de progrès. On doit

changer la société, mais on ne peut la nier, la fuir, l'abolir (« *L'Homme, animal social, politique* », selon Aristote).

C'est à regret que, vers 23 h 30, nous dûmes nous séparer. Sans avoir pu entendre le représentant de la Fédération Santé-Social-Education de la CNT, venu témoigner de l'action anarcho-syndicaliste dans l'Education nationale (parmi son million et demi d'enseignants). C'est promis, ce n'est que partie remise. L'intérêt marqué pour la réunion a trouvé un prolongement logique dans l'achat de nombreux ouvrages de pédagogie libertaire.

L'époque, loin des mensonges officiels, est propice à l'abandon, l'espace d'un soir, de dame Télévision. A n'en pas douter, le mouvement social de novembre-décembre 1995 a dopé les énergies. Après 14 ans de mitterrandisme, d'anesthésie sociale où le monde syndical, associatif et une certaine façon de faire une politique non politicienne ont été mis à mal, voilà revenu le temps des alternatives et de l'intérêt que l'on n'aurait jamais dû cesser d'y porter.

CLAUDE NEPPER  
(liaison FA de Vitry-sur-Seine)

## RENCONTRE BRUXELLOISE

### Agir contre la misère sociale

Vingt années de crise. Sur un tas de richesses. Face à laquelle, par rationalisations, licenciements collectifs, destruction des acquis sociaux interposés, les mesures prises par les mandataires publics sont toujours allées dans le même sens : paupérisation, renflement de la misère. Dans une société qui n'offre d'autre modèle que la consommation, d'autre espoir que l'accès aux biens de consommation. Vingt années de « crise » au terme desquelles le bilan social de l'Europe s'avère exécrable : cinq millions de sans-abri, dont 65% n'ont pas trente ans.

Ils sont 150 000 rien qu'en Belgique, où, de plus, 2 500 000 individus se trouvent surendettés : la consommation à crédit et la précarité de l'emploi nourrissent ce fléau.

La misère est-elle inéluctable ?

TGV, fusée Ariane : le gaspillage des deniers publics continue, tandis que la spéculation immobilière bat son plein : 130 000 immeubles vides en Belgique. Alors que l'économisme s'érige en religion et qu'en chœur les gouvernements prêchent l'austérité, tous ne paient pas la crise : en dix ans, l'avoir-propre des institutions bancaires s'est multiplié par cinq, au détriment de notre droit de citoyens à des conditions de vie décentes, au détriment de chacun dans son aspiration au bonheur.

Isolés, que ce soit en tant qu'individus ou associations, nous ne pesons pas lourd face à la machine-capital, nécrophage : il arrive que l'on crève comme un chien dans la rue.

Il nous semble donc essentiel que toutes les associations concernées par la lutte contre la misère sociale se rassemblent et s'organisent afin que le combat de chacun — qui est aussi celui de tous — se poursuive avec de meilleures chances d'aboutir à de meilleures fins.

C'est dans cet esprit que nous proposons d'organiser fin février-début mars 1996 une rencontre internationale entre associations et individus déterminés à combattre la misère sociale et à échanger leurs expériences.

LES COMPAGNONS DU PARTAGE, Château de la Solitude, 54, avenue Charles-Schaller, 1160 Bruxelles. Tél. : 02/645.63.71.  
ALTERNATIVE LIBERTAIRE, un journal dissident, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles. Tél. : 02/736.27.76.

Informations pour la France : Union régionale Nord-Belgique de la FA c/o Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul. Tél. : 20.47.62.65.

N.B. : le Château de la Solitude est un bâtiment public occupé depuis plus d'un an par une soixantaine de SDF, à l'initiative des Compagnons du Partage, un groupe de SDF qui pratique l'action directe (notamment par l'organisation de sleeping devant les mairies de l'agglomération bruxelloise pour obtenir l'aide sociale dans la rue).

#### Au programme de la rencontre de février-mars

- Mercredi 28 février, 18 h : on dort dehors, ensemble, sur l'esplanade du Cinquanteaire, à Bruxelles.
  - Jeudi 29 février, 8 h : rassemblement devant la Commission de l'Union européenne, pour la remise du cahier de doléances contre la misère sociale.
  - Samedi 2 et dimanche 3 mars : rencontres internationales, au Château de la Solitude, à Bruxelles, entre les acteurs présents sur le terrain (SDF, chômeurs, précaires...).
- Afin que ces échanges d'expériences soient des plus féconds, un appel est lancé pour que le maximum de collectifs et d'individus actifs puissent être représentés.

## RESEAU

### Un nouveau forum Internet sur l'anarchisme

RA-L est un nouveau forum international, consacré au compte rendu de livres, à la recherche et discussion des théories, histoires et cultures des mouvements anarchistes dans le monde et thèmes qui leur sont liés.

L'anarchisme est défini comme le rejet de toute forme de domination, ce concept étant distinct de celui de pouvoir. La discussion pourra faire référence au mouvement anarchiste historique, mais aussi à d'autres sujets, dans la mesure où ceux-ci correspondent à cette définition.

RA sera donc multidisciplinaire ; les thèmes discutés peuvent être aussi différents que l'historiographie, la culture populaire, la philosophie, la science politique, l'écologie, l'économie, l'art, la littérature, l'étude de l'utopie, la musique... Les événements contemporains, les perspectives nouvellement émergentes, les livres et articles seront aussi discutés de manière approfondie à la lumière d'une épistémologie « anarchiste ».

Le forum offrira aux participants la possibilité d'une discussion interactive. Il est ouvert à tout chercheur ou à tout(e) étudiant(e) de l'anarchisme qui partage les mêmes intérêts de recherche, indépendamment de ses opinions.

Cette liste est modérée pour filtrer toute demande ou autre question qui, au jugement des modérateurs, relève de quelque autre forum ou ne contribue pas à une recherche véritable. Toutes les contributions

entreront dans le domaine public et pourront être reproduites avec l'autorisation de leur auteur.

RA est trilingue : les contributions en anglais, en espagnol, et en français sont les bienvenues. Pour toute proposition ou commentaire, écrire à Ronald Creagh.

Modérateur : Ronald Creagh.  
Co-modérateur : John P. Clark.  
e-mail : rceagh@alor.univ-montp3.fr.  
courrier ordinaire : Ronald Creagh, Université Paul-Valéry, BP 5043, 34032 Montpellier cedex, France. Fax : (33) 67.64.77.23.

Pour envoyer des messages à cette liste, les adresser à : ra-l@bred.univ-montp3.fr. Cette liste est gérée par le logiciel TULP, vous pouvez par messagerie soumettre des requêtes à ce logiciel telles que les suivantes :

- vous désabonner ;
- récupérer les anciens messages qui ont circulé dans cette liste (s'ils sont archivés).

Pour connaître les commandes disponibles et leur syntaxe, vous pouvez envoyer un message à l'adresse : listerv@bred.univ-montp3.fr, sans sujet, avec dans le corps du message la commande : HELP. En cas de problème(s), envoyer un message à l'adresse : listman@bred.univ-montp3.fr.

RONALD CREAGH

CORSE

# Ça mijote

**L**E RAPPORT de la mentalité française à la Corse demeure un rapport profondément colonial.

Il y a la réalité intangible, la situation de violence généralisée de la société corse, du fait de son histoire retrouvée et de l'anéantissement progressif des structures d'Etat (qui pourtant y sont plus fortes en hommes et en moyens que n'importe où ailleurs). Et il y a la réalité souhaitée depuis le mitterrandisme, qui dépêcha en Corse, en 1983, le superfluc Broussard, dont la mission fut de gangstériser le problème corse. Broussard reconnaîtra quelques mois plus tard qu'il est inadapté face à une situation qui est politique. Et il s'en ira.

## Mafia ?

Il faut noter que l'installation du phénomène dit de « mafiosisation » précède la déliquescence des structures d'Etat. Il a été et est encore appelé de ses vœux par l'Etat lui-même, en raison de son impuissance à enrayer le mouvement de réappropriation de la souveraineté.

Le banditisme corse, qui n'a pas que des aspects de grandeur, puise sa force dans une résistance paysanne à la conquête des armées du roi, puis de la République. Il est à la base de l'image indélébile du corse truant ou pas loin de l'être, dans la mentalité collective française. Image que l'on n'en finit pas d'opposer de façon intéressée à toute tentative d'émancipation nationale.

Alors que la répression politique battait son plein depuis Aléria (1), la police et la justice ont laissé au contraire le milieu, les trafiquants de drogue, les spéculateurs œuvrer en quasi-impunité, faire leurs affaires et s'entretenir librement. Il s'est avéré que le milieu n'a pu être retourné contre le mouvement national, en raison d'un phénomène de corsitude partagée. La société, elle, ne s'en est pas moins désagrégée sous l'action de la violence politique et de ladite « mafiosisation ». Il faut préciser l'abus que nous voyons dans cette théorie policière relayée complaisamment par les médias, ceci depuis des années.

Il y a mafia quand il y a une action concertée de truands, d'hommes politiques et de représentants de l'administration. Les forts en plume et les verbeux de la société du spectacle ont-ils établi au grand jour ces liens ? L'Etat français serait-il alors corrompu en Corse, au travers de ses représentants ? La classe politique corse se sait-elle une représentation du banditisme organisé ? Même si des brebis galeuses existent de part et d'autre, on ne peut pas dire qu'il y a une société occulte qui impose sa loi.

Il semble d'ailleurs plus vraisemblable, à la lecture de l'histoire de la Corse, qu'une bande mafieuse ne puisse s'y installer et s'emparer de la société, mais qu'en revanche plusieurs bandes rivales agissent



pour leur propre compte, puissent faire régner la terreur et, à un moment où leur pression est trop forte, en rançonnant par exemple, être rejetées par la communauté, voire liquidées physiquement.

## Négociation ?

Nous écrivions en ouverture que le rapport de la mentalité française à la Corse demeure un rapport profondément colonial. Souvenons-nous des émissions récentes comme *Envoyé spécial*, à l'automne 1995 : alors que les assassinats politiques se succédaient, il était question de réduire le phénomène de la lutte de libération nationale à un phénomène de banditisme généralisé.

La logique républicaine est une logique d'enfermement libre, puisqu'on est en démocratie : vous devez appliquer nos règles ; vous êtes libres de ne pas vous échapper.

Lors de l'émission *Polémiques*, en direct d'Ajaccio, le 14 janvier dernier, Jean-Marc Leccia, de FR3-Corse, dit : « On peut contester l'apparition d'hommes armés », en référence à la conférence de presse du FLNC-Canal historique, tenue le 12 janvier, en présence d'un demi millier de militants armés et cagoulés, quelques heures avant la venue du ministre de l'Intérieur. Michèle Cotta lui coupe la parole : « Comment, on peut ? Il faut le contester ! » Et Leccia continue normalement son intervention. Voilà une anecdote qui montre combien les choses sont ressenties différemment. Il s'agit bien de deux réalités, de deux pays. Et de le dire ne peut offenser aucun grand principe, et sûrement pas celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Oui, en Corse, il y a une légitimité de la lutte armée. Et il est pour le moins injuste d'accuser Debré de complaisance... Il est difficile aujourd'hui aux journalistes, qui ont adopté pendant tant d'années les thèses policières, de

comprendre que l'on puisse négocier avec des bandits, que le gouvernement de la République pactise avec des terroristes.

Alors que la classe politique se divise sur le procédé Debré de négocier en secret dans le dos des élus avec le FLNC. D'aucuns se plaisent à rappeler que le cabinet Joxe négocia déjà et qu'il n'y a pas de méthode Debré, mais que l'on applique ici la méthode Pasqua qui, sous le gouvernement Balladur, aurait ouvert la porte au FLNC et lui donna des gages par des échanges de courriers publiés en réponse à la demande d'obtention pour la Corse d'un statut DOM-TOM (article 74 de la Constitution). C'était d'ailleurs là la reconnaissance de l'échec de la politique de répression et sa fin, au moins jusqu'à aujourd'hui.

## La confusion

La visite de deux jours de Debré en Corse, les 12 et 13 janvier, a créé un véritable électrochoc sur les élus corses, qui se sont sentis court-circuités, diminués, voire exclus des tractations secrètes qui auraient bien lieu entre l'Etat et le FLNC. Mais dès le mardi 16 janvier, les parlementaires de la Corse sont reçus à Paris par Juppé, en présence de Debré. « Amstrad » remet tout en place, et les élus, comme à l'accoutumé, depuis 20 ans sortent rassurés par les propos du premier ministre. Mais cette fois-ci sans un sourire de satisfaction. La Concolta, sur la même ligne que le FLNC, dit s'en tenir aux seuls propos de Debré. Qu'en est-il de la tactique du gouvernement. Est-elle arrêtée ? Juppé aurait-il désarmé son ministre ? Debré a laissé entrevoir à Ajaccio la dissolution des conseils généraux, la structure clientéliste du clan par excellence. « J'entends également, mais ce n'est pas nouveau, qu'on évoque aujourd'hui l'empilement des struc-

tures territoriales et des administrations sur un espace géographique très étroit [...], l'objet serait de simplifier les structures et d'alléger les coûts sans réduire la démocratie locale. » Pour Juppé, ce serait non !

Tout le monde pensait qu'il y avait de l'article 74 dans l'air. « La loi de 1991 a poussé très loin le particularisme corse. Le système fonctionne-t-il de façon satisfaisante ? Sans doute est-il susceptible d'améliorations, le gouvernement ne s'y opposera pas. » Pour Juppé, ce serait encore non, aucune avancée institutionnelle.

Sur la culture, la porte est déjà refermée, et la France n'a toujours pas signé la Charte européenne des

langues minoritaires. Juppé se contente de rester dans l'économie, avec la confirmation de l'établissement dans le temps du règlement des charges pour les entreprises. Et puis « il y a le point majeur de ce qui doit être notre action », qui devrait faire réfléchir tous les syndicalistes français et ceux qui luttent ; là, pas de souci, Juppé n'a pas envie de reculer. A l'usage, en premier lieu pour la Corse, l'instauration d'un service minimum en période de grève, qui pourrait être étendu partout ailleurs. Connaissant les méthodes et les buts de Juppé et Chirac comment ne pas le penser ?

Il est vrai que la solution de faillite économique de la Corse tient en partie aux grèves à répétition de la CGT marins et dockers, qui isolent périodiquement l'île. Là encore, l'insularité exige peut-être un statut particulier, mais attention à l'extension du terrain d'essai aux catégories de transport en France.

La question corse est loin d'être refermée. Car déjà le 17 janvier, le porte-parole du gouvernement, Lamassoure, parle de rétablissement de l'ordre en Corse (une question non abordée par Debré). L'Etat ferait bien de prendre garde à annoncer des ouvertures fictives, pratiquer le mensonge, faire des doubles discours et peut-être, comme on en a le sentiment, d'avoir à faire à un tandem de cloches au pouvoir, faisant de la politique à la petite semaine.

FRED ANTONI

(1) Il suffit de voir déjà en 1975, au temps du régionalisme autonomiste de l'ARC, le dispositif militaire disproportionné employé contre l'occupation armée d'une cave viticole, en pleine campagne.

**Le groupe FA de Brest a réalisé l'affiche ci-dessus, en noir et blanc (format 100X70). 5 F l'unité 95 F les 50 exemplaires (+ 10% de frais de port). A commander à PUBLICO.**

LE MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL

# La Fédération ibérique des jeunesses libertaires

Du 6 au 10 décembre 1995, la CNT a tenu son VIII<sup>e</sup> congrès à Grenade. La FA, présente, a interviewé divers camarades du mouvement libertaire espagnol (CNT, Athénée libertaire de Puebla del Rio, Fondation Anselmo-Lorenzo, Mujeres Libres). Cette semaine, nous terminons nos entretiens, avec Natcho de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires, de Saragosse.

**ML :** *Peux-tu présenter aux lecteurs du Monde libertaire ton organisation ?*

**Natcho :** La Fédération ibérique des jeunesses libertaires est un groupement de collectifs, de groupes ou d'individus qui veulent propager l'anarchisme chez les jeunes. Généralement, ce sont des groupes de cinq ou six personnes organisées par affinités, par quartier ou par ville, et cela sur toute la péninsule. Par exemple, à Saragosse, nous avons six groupes, répartis dans différents quartiers pour un total de 50

personnes. Il y a un an, nous étions 7. Notre but, à court terme, est d'être une centaine.

L'organe de la FIJL, c'est *Jake*, qui tire à 1 500 exemplaires, mais a une parution irrégulière car notre principal problème reste le financement : les jeunes sont les premiers touchés par les effets du capitalisme et n'ont donc que peu de ressources et sont souvent dans des situations précaires. Dans un sens, c'est aussi le symbole de notre autonomie d'action par rapport aux autres mouvements libertaires.

**ML :** *Quel est l'intérêt d'une organisation de jeunesse ? A quoi ça sert ? En France, ça n'existe pas.*

**Natcho :** Notre principal objectif est de faire en sorte que les jeunes sortent de leur apathie, qu'ils gèrent eux-mêmes leurs problèmes et agissent sur des thèmes qui leur sont propres. Nous sommes une organisation spécifique, car un jeune « rebelle » peut difficilement s'entendre parler par quelqu'un de plus âgé de sujets sensibles comme la drogue, l'alcool... Il aura tendance à l'envoyer paître.

**ML :** *Sur quoi travaillez-vous actuellement ?*

**Natcho :** Nous travaillons principalement sur l'antifascisme, l'antimilitarisme, l'auto-rité parentale.

**Pour ce qui est de l'antifascisme :** le fascisme est utilisé par le pouvoir ; il est un produit du capitalisme. Les entreprises emploient des immigrés moins chers quand elles en ont besoin puis s'adressent aux gens en leur disant que l'immigration — et non le système — est cause de leur précarité, car les immigrés prennent leur place : il faudrait donc les « éliminer ». En règle générale, si les plus visibles sont les skins, la partie la moins perceptible du fascisme réside dans les appuis qu'il a dans l'Etat : la justice, la magistrature et l'armée sont les mêmes que sous Franco. Les mêmes individus sont restés dans les ministères. En Espagne, l'Etat c'est le fascisme. Les structures n'ont pas changé.

**Par rapport à l'antimilitarisme :** l'Etat voudrait une armée professionnelle. Et si elle n'est pas encore, c'est que l'Etat n'est pas encore sûr que celle-ci ne se retournera pas contre lui : la dictature n'est pas éloignée dans le temps. Actuellement, le leitmotiv de la FIJL est de dire : « De quel droit l'Etat prend-il une année de ta vie ? ». Quand l'armée sera devenue professionnelle, il y aura moins d'insoumis et notre travail effectif se fera sur des bases anarchistes, car l'armée est le pilier de l'Etat. C'est sur cette mutation de l'armée que nous travaillons actuellement.

L'objection de conscience existe en Espagne, mais pour nous l'Etat n'a pas le droit de décider de notre vie ni de notre affectation, qu'elle soit civile ou militaire. A titre d'exemple, à Huesca, l'objection de conscience représente 50% des appelés. L'Etat serre la vis : les juges

appliquent une justice à deux vitesses, avec des peines plus longues pour les insoumis totaux, qui luttent, et des peines plus courtes pour des gens plus discrets, comme les Témoins de Jéhovah. Actuellement, la nouvelle loi défavorise l'insoumission totale (peine encourue de deux ans, quatre mois et un jour de prison), par rapport aux objecteurs insoumis (peine administrative : suppression du permis de conduire, perte des droits civiques...). La loi a été réformée car il y avait trop d'objecteurs civils en prison : à Saragosse, par exemple, une quarantaine ; à Pampelune, deux cents. Actuellement, à la FIJL, il y a trois insoumis totaux dans la clandestinité pour une période de dix ans, après laquelle il y aura prescription. C'est très difficile. La plupart d'entre eux craquent avant.

**La lutte contre l'autorité parentale :** la lutte contre le patriarcat et le matriarcat passe par celle contre l'autorité parentale, car il s'agit de la première autorité que l'on subit. Elle permet d'aborder l'anti-autoritarisme et la prise de responsabilité individuelle, l'autonomie de la personne. Cette lutte est une réponse au fonctionnement de la société qui se croit le droit et le devoir d'œuvrer à la place des individus tant qu'ils ne sont pas capables de s'autogérer et d'être responsables. L'attitude de De parents est à cette image. Ce thème permet d'aborder tous les autres.

**ML :** *Quelles relations et liens entretenez-vous avec les autres organisations anarchistes ?*

**Natcho :** Nous sommes en relation avec toutes les composantes du mouvement libertaire : CNT, Mujeres Libres, FAI. Nous accordons notre appui total à leurs campagnes, car il y a complémentarité dans les luttes : le féminisme (Mujeres Libres), la lutte contre le capital dans le monde du travail (CNT) et au niveau social (FAI). On constitue un ensemble de quatre éléments qui mettons en avant l'anarchisme, chacun dans son secteur. Tous les quatre doivent agir dans le même sens pour que l'action ne soit pas déséquilibrée.

**ML :** *Quand on te demande si vous êtes un vivier pour les autres organisations, quelle est ta réaction ?*

**Natcho :** Je n'aime pas trop ce terme, mais d'une certaine manière c'est vrai, car on forme bien les jeunes, et par la suite ils regagnent les organisations

spécifiques ou les syndicats.

**ML :** *Quelles sont les relations avec les syndicats étudiants ?*

**Natcho :** Avec les étudiants de la CNT de l'Enseignement, il y a un pacte tacite entre nous : nous travaillons ensemble, mais nous leur laissons la primauté en tant que syndicat sur leur « lieu de travail ». Cela n'empêche pas une solidarité et des actions communes.

**ML :** *Es-tu au courant du mouvement étudiant en France ? Quelle réaction suscite-t-il chez toi ?*

**Natcho :** En 1980, en Espagne, « tout allait bien », mais les choses évoluent, et dans quelques années ce sera comme en France. A nous de nous donner les moyens d'être armés pour lutter contre les attaques du Capital. L'information circule entre nous et les compagnons des organisations de jeunes d'autres pays (Autriche, Suisse, Brésil...) et nous sommes conscients que bientôt ce sera à nous de lutter sur ces thèmes.

**ML :** *Et vos relations avec le mouvement autonome ?*

**Natcho :** Nous n'avons pas de liens avec eux. Ce sont souvent d'anciens marxistes et ils gardent malgré tout une philosophie et une attitude autoritaires. Ils n'ont rien à voir avec les organisations libertaires. De plus, ils n'ont pas de projet social. Ce sont souvent les mêmes personnes qui se retrouvent autour d'actions ponctuelles avec pour seul but de résister. L'action antifasciste est le seul terrain sur lequel on peut parfois se retrouver.

**ML :** *Quelle chose de plus à déclarer à nos lecteurs ?*

**Natcho :** Qu'en France, les jeunes impulsent eux-mêmes leur mouvement libertaire, car à partir d'une organisation de jeunes, on peut mieux faire passer les messages qui sont propres à la jeunesse.

Propos recueillis par ALAIN (gr. Kronstadt - Lyon)  
Texte transmis par PHILIPPE (FA de Bourges)

Le Centre libertaire organise les 13 et 14 avril à Bruxelles  
LES RENCONTRES ANARCHISTES (édition 1996)  
BELGICHE-NORD de la FRANCE  
Pour y participer, écrivez au  
CENTRE LIBERTAIRE  
65, rue du Midi, 1000 Bruxelles  
BELGIQUE

## Un communiqué du VIII<sup>e</sup> Congrès CNT de Grenade SOLIDARITÉ AVEC TIMOR

Aujourd'hui, 7 décembre 1995, voilà vingt ans qu'a eu lieu l'invasion brutale du Timor oriental par la sanglante dictature indonésienne. Il faut rappeler que, pour la seule Indonésie, ce coup d'Etat a pratiquement coûté un million de morts. Sur ce point, citons le colonel Suharto, qui parle de mener son plan d'extermination systématique « jusqu'à la cinquième génération ». Ce « monsieur » affirmait il y a peu de temps qu'il n'en était qu'à la troisième...

A Timor — où les anarchistes et les anarcho-syndicalistes furent déporté(e)s du Portugal par la dictature de Salazar, et y créèrent l'Alliance libertaire de Timor, et où il reste encore des individus d'un certain âge — le bilan des assassiné(e)s s'élève à 250 000 personnes et n'est pas encore clos. Les méthodes employées vont de l'amputation à la pointe des baïonnettes des seins des femmes, jusqu'à ce qu'elles meurent vidées de leur sang, à la pendaison d'une multitude de personnes avec leurs propres intestins, à faire éclater à coups de bottes militaires la tête des nourrissons, ou encore à planter sur des pieux à l'entrée des villages la tête des habitant(e)s.

Les colonnes d'un journal seraient trop restreintes pour accueillir la liste interminable des exactions.

Aujourd'hui, les anarchistes organisés(e)s tant au Portugal qu'en Espagne, certain(e)s d'entre eux/elles adhérent(e)s à la CNT et à divers collectifs portugais, ainsi que la résistance armée, le Front clandestin de Timor, et toutes personnes ayant un minimum de sentiments, voulons lancer un appel international afin que cette résistance continue et puisse ainsi empêcher, après l'actuel plan de stérilisation des femmes, ce que nous appelons une « solution finale ».

Depuis le VIII<sup>e</sup> Congrès de la CNT qui se déroule en Andalousie, précisément dans la ville de Grenade, ceux/celles des signataires ci-dessous dénoncent énergiquement cette situation.

SOV-CNT du Léon, Mujeres Libres, Federacion Iberica de Juventudes Libertarias, Federacion Anarquista Iberica, Confederacion nacional del trabajo, Asociacion internacional de trabajadores, journal CNT, Fundacion Anselmo-Lorenzo, Fédération anarchiste.

Grenade, le 8 décembre 1995

« HUTU POWER »

# « Rwanda : les médias du génocide »

Sous la direction de Jean-Pierre Chrétien - éditions Karthala

Voilà le livre qui manquait pour mieux comprendre le génocide perpétré au Rwanda en 1994. Après de nombreux ouvrages parus sur le sujet, celui-ci apporte les « preuves » : tout au long des 400 pages, s'accumulent les coupures de presse, les extraits d'allocutions radio, les caricatures, fruit d'un important travail de recherche.

Si la presse extrémiste touchait plus particulièrement les villes, la radio était le média le plus influent dans les campagnes. Certes Radio-télévision libre des milles collines (RTL), qui a joué un rôle important dans les tueries, n'était pas une radio officielle, mais ses liens avec le gouvernement étaient incontestables. Elle utilisait le réseau d'émetteurs de Radio-Rwanda, ses studios étaient situés en face du palais présidentiel et elle bénéficiait de ses générateurs d'électricité en cas de problème d'approvisionnement, etc.

Les nombreux extraits choisis pour leurs caractères significatifs nous présentent le ton employé par cette propagande : haine anti-tutsi, promotion de l'extrémisme Hutu, culture de la violence... Pour les auteurs, « la forme la plus structurée du mensonge dans cette propagande est le recours à la victimisation globale et permanente. On tue au nom de la peur, de la résistance à l'oppression ou de l'autodéfense ». « L'étonnante bonne conscience qui a été relevée chez les acteurs des tueries s'explique largement par l'habileté avec laquelle la propagande raciste a amené des masses de gens à intérioriser les slogans de la haine. Peur et haine ont été distillées mois après mois, jour après jour. »

Au terme de leur démonstration, ils concluent : « Le génocide et les massacres politiques de 1994 au Rwanda ont été clairement annoncés par les médias extrémistes, et non moins clairement dénoncés par les

journaux démocrates [...]. Ce fut un génocide annoncé et revendiqué, et les textes que nous avons présentés en sont la chronique anticipée ou l'accompagnement médiatique. Les délations, les barrières, les machettes, les tortures et les meurtres, la mort, la haine et la cruauté sont présents dans les mots, dans les phrases, autant que suggérés entre les lignes de cette propagande. »

Un livre indispensable pour comprendre les fondements et les mécanismes du *Hutu power* qui ont conduit ce pays dans l'horreur et mieux dénoncer les logiques de haine qui sont malheureusement universelles.

JEAN-CLAUDE PASCAL

En vente à la librairie Publico au prix de 180 F (+ 10% de frais de port).

## ASSOCIATIONS

### PALaiseau : RÉUNION-DÉBAT CNT-AIT

Le jeudi 25 janvier, à 20 h 30, le Syndicat de l'Education CNT de l'Essonne (3, rue de l'École, 91000 Evry) organise une réunion-débat sur le thème suivant : « Les luttes sociales actuelles », salle municipale des Champs-Frétaux, avenue du 8 Mai 1945 (en face de la Poste), à Palaiseau.

### VERSAILLES : RASSEMBLEMENT PRO-IVG

Un commando anti-IVG, conduit par Xavier Dor, passe en procès devant la 8<sup>e</sup> chambre de la cour d'appel, le vendredi 26 janvier, à 14 h, à Versailles. En opposition aux membres dudit commando, un rassemblement pro-IVG est organisé devant la cour d'appel de Versailles (5, rue Carnot), à partir de 13 h.

### CHOISY-LE-ROI : RÉUNION DES ADHÉRENTS ET SYMPATHISANTS CNT

Le vendredi 26 janvier, à 19 h, en salle Croizat, à la Bourse du Travail (27, boulevard des Alliés) de Choisy-le-Roi, la CNT du Val-de-Marne organise une rencontre des adhérents et des sympathisants CNT du département. A cette occasion seront présents des acteurs CNT des récents mouvements sociaux. Un buffet et un stand de presse sont prévus.

### PARIS : « LA BONNE DESCENTE »

• Vendredi 26 janvier, 20 h : Débat autour de l'article de Louis Janover, publié dans *le Monde libertaire* n° 1024 : « Le Surréalisme entre le Rouge et le Noir ».  
• Samedi 27 janvier, 17 h : « Terrorisme et vision complotiste de l'histoire ». Exposé de Serge Quadrupani : *Guy Debord a-t-il existé ou est-ce une invention du spectacle ?* ; présentation de *Storie di lotta armata*, recueil d'interviews de fantassins de la lutte armée des années 70-80.  
**La Bonne descente, 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.**

### PARIS : COLLOQUE SUR LA PAUVRETÉ

L'association « La Ligne d'Horizon/Les Amis de François Partant » organise son quatrième colloque biennal : « Silence ! On développe... la pauvreté », avec la participation de Christian de Brie, Gilbert Rist, Jean-Jacques Gouquet, Simon Charbonneau, Françoise Matricon et François Dufour, le samedi 27 janvier, de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h, à l'ENGREF, 19, avenue du Maine, 75015 Paris.

« La Ligne d'Horizon/Les amis de François Partant », 7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff. Tél. : 39.92.20.90.

### LILLE : LES RÉUNIONS DE LA CNT

La CNT vous invite à participer à une réunion-débat sur « son histoire, ses orientations, son fonctionnement et son implication dans les mouvements sociaux actuels », le samedi 27 janvier, à partir de 14 h 30.

Cette réunion-débat sera suivie le dimanche 28 janvier, à 14 h, par un après-midi de formation juridique et syndicale. CNT-AIT, 1/2, rue Denis-du-Péage (M° Fives), 59800 Lille. Tél./fax : 20.47.62.65.

### PARIS : « JUSTICE ET SOCIALISMES DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE »

L'École des Hautes Etudes en Sciences sociales (ex-Atelier Proudhon) organise, en janvier-février, le séminaire *Justice et socialismes dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*. Les séances ont lieu le vendredi, de 18 h à 20 h, au Centre Raymond-Aron, 105 boulevard Raspail, 75006 Paris (3<sup>e</sup> étage, salle 11).

Au programme, pour janvier-février :  
• 26 janvier : G. Navet : « Justice et propriété. La redécouverte socialiste de Linguet au XIX<sup>e</sup> siècle ».  
• 2 février : Myriam Geay : « Justice et socialisme chez Cabet et Proudhon ».  
• 9 février : Jean-Paul Thomas : « Pierre Leroux, justice et socialisme ».  
• 16 février : Martine Chastrette et Jean-Michel Naudon : « La Justice prud'homale ».  
• 23 février : Thierry Menuelle : « Economie politique et justice. Proudhon et Walras ».

### PARIS : « SYNDICALISME DES FEMMES, DISCOURS ET PRATIQUES »

A l'initiative du Centre de recherche d'histoire des mouvements sociaux et du syndicalisme et de l'Unité de recherches appliquées *Histoire sociale : territoires et militants* du CNRS, se tiendra le samedi 27 janvier, de 9 h à 17 h, à La Sorbonne, amphithéâtre Richelieu, un colloque intitulé : « Syndicalisme des femmes, discours et pratiques ».

En partant de la Belle Epoque, est interrogé le syndicalisme et son rapport avec les travailleuses. Interviennent notamment : Slava Liszek, Jean-Louis Robert, Christine Bard, Margaret Maruani, Claude Maignien, Madeleine Rebérioux, Michelle Perrot... Renseignements : CRHMSS : 44.78.33.84, ou URA 1738 du CNRS : 44.78.33.79.

### PARIS : BULLETIN DE LA 2<sup>e</sup> UR-CNT

Le n° 51 du *Bulletin d'information* de la 2<sup>e</sup> Union régionale de la CNT vient de paraître. Il est gratuit. Pour se le procurer, il suffit de le demander par courrier à l'adresse suivante : CNT-2<sup>e</sup> UR, BP 4, 75421 Paris cedex 09.

### TOURS : L'ANARCHO DU VAL-DE-LOIRE

Le n° 20 de *l'Anarcho du Val-de-Loire*, périodique de l'Union régionale Centre de la CNT, vient de paraître. Abonnement d'un an : 50 F (soutien : 100 F), à commander à : CNT, BP 1303, 37013 Tours cedex. Envoi d'un exemplaire contre un timbre à 2, 80 F.

## POÉSIE

### « La Digue »

Ludovic Degroote - éditions Unes



Depuis que la poésie se sait inadmissible, elle ne cesse d'interroger le processus qui la génère. Si le poète n'est plus l'aède qui chante la beauté, il faut bien qu'il devienne l'horrible travailleur qui vit Rimbaud. Degroote, dans un premier livre réussi, scelle un pacte avec la tribu des penseurs libres. L'incertain chemin qui va vers l'infini, *La Digue*, est en effet une longue médiation d'esprit nordique. Le cadre, la mer et les longues plages du Nord sont rarement évoqués, mais les mots portent en eux solitude et brumes. On voit, on avance près d'une ombre transparente, une ombre

froide et placide dont la durée tient aux pensées, au silence qui se creuse au-delà. Une absence infiniment plus grande que l'homme, un vide partout présent exige que se découvre une mesure et que cette mesure remette en jeu sa justification. La liberté plutôt qu'un droit est un usage. Il s'agit de créer les conditions d'un geste qui soit aussi une pensée. Chacun, écrit Degroote, « fait la digue avec ce qu'il est... au bord du vertige, à côté du monde troué qui commence... on continue. » La poésie qui s'installe à la frontière du grand silence n'a d'écho qu'un corps, n'a de résonance que pensée. Et puisqu'aucun homme ne naît libre sans perdre aussitôt sa liberté, il doit réinventer son pas. Ce pas trouve sa mesure dans la fréquentation d'une absence dont le poème est l'illumination.

CLAUDE MARGAT

## CINÉMA

### Visiblement, je vous aime

Réalisation de Jean-Michel Carré  
*L'histoire du Coral d'Aimargues*, un lieu de vie, une alternative à la psychiatrie.

(Adaptation du livre de Claude Sigala, *Visiblement, je vous aime.*)

- 25 janvier : Ariel - Metz
  - 29 janvier : Cameo - Nancy
  - 30 janvier : Eden - Le Havre
  - 31 janvier : L'Atalante - Bayonne
  - 1<sup>er</sup> février : Le Sémaphore - Nîmes
  - 5 février : Image - Caen
- Présence de Claude Sigala ou de Jean-Michel Carré (ou des deux à la fois), lors des projections.

## PARIS 11<sup>e</sup>

Librairie du Monde Libertaire  
145, rue Amelot (M° Oberkampf)

### EXPO-VENTE

d'œuvres d'artistes de la CNT et de sympathisants au profit des grévistes

JUSQU'AU 11 FÉVRIER

avec

André Bernard, Juliette Biro, Zeiline Chalem, Janito Costoso, Catherine Demondant, Franco, Valérie Franiatte, Guy Girard, Madeleine Lamberet, Régine Lauzanne, Michel Lecoque, Luz, Melichart, Soizick, Szezan

\*\*\*

Samedi 27 janvier - 15 h  
VERNissage  
avec la section Arts graphiques et plastiques de la CNT autour du thème « ART et/ou LUTTES »

# L'anarchie est une utopie mobilisatrice

## Croire en l'avènement d'une utopie est une conviction religieuse

**L**E PROPRE DE L'UTOPIE, par rapport à la chimère ou à l'idéal, c'est qu'elle s'incarne partiellement dans le temps et dans l'espace.

Ce qui est utopique dans l'utopie c'est la confusion entre la quête et son objet, entre la quête et sa réalisation.

L'anarchie ne viendra pas. Elle est déjà là. Ici ou là, dans la volonté de certains individus, dans le relatif de certaines situations, de certains moments.

L'anarchie n'a ni terre, ni jour d'élection, elle est toujours et partout présente. Ses ennemis le savent qui la voient pointant son nez ironique et critique dans les affaires sérieuses du monde.

L'anarchie n'est l'apanage de personne, d'aucune organisation, c'est ce qui en fait son insidieux danger.

Inutile d'attendre l'inattendu. Les explosions libertaires surprendront toujours. Elles feront irruption dans les états imprévisibles, fragiles, instables.

L'anarchie n'est pas faite d'absolu, elle ne se réalise que dans l'éphémère. Elle ne supporte pas la durée, ni l'universel. Elle peut se répéter mais préférera toujours l'instant et le local.

L'anarchie vit en chaque individu qui, engagé aux côtés de l'esclave, refusera aussi bien de commander que d'obéir. Elle s'épanouit dans celui qui vit sans subir ni soumettre.

L'anarchie advient chaque fois dans ces moments extraordinaires où l'appétit de puissance, le désir de primer est vain car disqualifié par la jouissance des libres-égaux.

L'ordinaire n'est pas fait de cela. Le renoncement à l'exercice du pouvoir, c'est-à-dire à agir autrui ou (et c'est la même chose) de la servi-

tude (c'est-à-dire être agi par autrui) est proprement surhumain.

La recherche pulsionnelle de l'emprise sur le monde ne peut se satisfaire des choses et tend naturellement à s'étendre aux êtres... humains compris. Et de préférence aux autres. Humain, trop humain !

Comment maîtriser sa vie sans dominer celle des autres ?

Au mieux, voilà le problème.

L'activisme politique, dès qu'il tente de convaincre, c'est-à-dire dès qu'il dépasse le projet de faire réfléchir est une tentative de prise de pouvoir. Les intentions sur autrui sont des promesses d'une violence. Comment abatte les maîtres sans prendre leur place ? Comment contribuer à la révolte des esclaves sans prendre leur tête ?

Trop de libertaires préfèrent ne penser à rien entre action directe et inaction critique.

Les plus lucides (par réflexion ou par intuition) s'installent, se réfugient dans l'idéal et ne vivent jamais la réalité. Ils consomment leur temps à calomnier la réalité et ratent ainsi les moments fugaces où idéal et réalité s'entrecroisent.

Les plus impatientes disqualifient la réalité et tentent de lui imposer, de force et en vain, leur idéal.

Alors, à quoi bon l'idéal libertaire de liberté ?

Alors, à quoi bon l'idéal anarchiste d'une société sans pouvoir ?

Ces idéaux font de nous des amateurs de liberté et d'aventures collectives. Non seulement nous éveillons et recueillons ces moments (de liberté et d'autogestion) comme des éternités joyeuses de l'instant mais nous tentons d'en créer les conditions. Nous nous faisons auteurs de situations macro ou micro-sociales où la liberté des uns

se conjugue à celle des autres selon un déterminisme aléatoire. Comme pour un enfantement, nous pouvons préparer leur émergence sans pour autant les ordonner à coup sûr. Comme tout enfantement, ces situations peuvent naître sans intentions conceptives et peuvent aussi mourir avant ou après terme malgré nos désirs de pérennité.

L'utopie est à la politique ce qu'est le fantôme à l'amour. Elle en est l'énergie. Pas de politique sans utopie... Mais son règne condamne tout politique, car il n'y a de politique que le pouvoir.

L'utopie libertaire conçoit une organisation sociale où les rapports sociaux garantissent la mise en œuvre de relations humaines fondées sur la complémentarité égalitaire des individus au service de leur liberté créatrice.

L'utopie anarchiste représente le carillon des possibles humains. Elle permet à l'humanité de s'entendre en concert.

Le danger est autant de renoncer à la course asymptotique que de confondre la course et sa direction.

Notre seul bien est le réel, c'est-à-dire la réalité politique (l'exercice des pouvoirs) et son rêve (de liberté et d'égalité).

Notre seul bien est le réel, constitué de l'écart entre désir et réalité. Le danger est de supprimer l'un des termes de ce qui reste à jamais une contradiction, celle qui nous fait vivre. Qui nous fait vivre désespérément — sans illusion —, désabusés mais justement joyeux. Joyeux du libertaire improbable déjà, ici ou là, partiellement réalisé. Renonçant à l'absolu de la société idéale « anarchiste », nous goûtons le moindre rapport social libertaire et nous tentons d'élargir ses moments.

Ni dieu ni maître, disons-nous, c'est-à-dire pas de sauveur suprême. Il faut ajouter pas de sauveur du tout... car il n'y a pas de salut. Pas de salut au delà de la vie, ici et maintenant. Pas de salut au delà de la vie quotidienne.

Militons pour le présent et non pour l'absent.

La vie passe et nous n'attendons pas de compensations hors d'elle, hors de celle que nous inventons et bâtissons nous-mêmes, effectivement, à chaque instant.

Vivons désespérément pour vivre joyeux maintenant.

L'anarchie est pour nous une manière de goûter le monde et non de mourir la gueule ouverte.

JACINTE RAUSA,  
MICHEL NEGRELL  
et ROGER NOËL (alias BABAR)

N.B. : toutes vos réactions sont à adresser au journal *Alternative libertaire*, 2, rue de l'Inquisition, 1040 Bruxelles, Belgique.

**A** LA PETITE SEMAINE

## Ni dieu ni maître

Dans les bénitiers, les grenouilles de France ragailardies s'ébattent avec entrain. Le moral leur est revenu à mesure que l'Etat laïque portait sur elles un regard sans cesse plus bienveillant.

Que l'Eglise, qui n'a jamais admis que sa « fille aînée » s'émancipe, continue son offensive tous azimuts pour lui faire regagner le giron, cela reste dans la logique de cette machine de guerre contre la raison et l'individu libre. Organisations humanitaires ou « culturelles », groupes de presse, syndicats, partis politiques et appareil d'Etat, curés-soldats pour commandos de choc ou gaillots sirupeux dégoûlant de charité, tout est bon pour cette vieille peau qui rêve de tous nous remettre à genoux.

A l'heure où l'on célèbre la disparition d'un « agnostique » dans une grand-messe républicaine, apostolique et romaine, où son successeur se vautre sans vergogne aux pieds du Souverain-Impositeur de Rome, l'alliance entre l'Eglise et l'Etat, initiée sous la gauche mitterrand-deloriste et aujourd'hui consolidée au Vatican même, est lourde de menaces pour les hommes épris de liberté.

Plus que jamais, le salutaire cri de Blanqui jeté à la face de ces deux monstres doit regagner le terrain perdu : Ni dieu ni maître !

FLORÉAL

### PARIS : LES PROCÈS DES INTERPELLÉS DES MANIFESTATIONS DE DÉCEMBRE 1995

Pour les 4 du vendredi 12 janvier : un à deux mois de prison avec sursis et 2 000 F d'amende.

Pour les 2 du mercredi 17 : une relaxe et un mois avec sursis.

Pour les 2 du vendredi 19, quinze jours avec sursis pour l'un et 1 500 F d'amende pour l'autre.

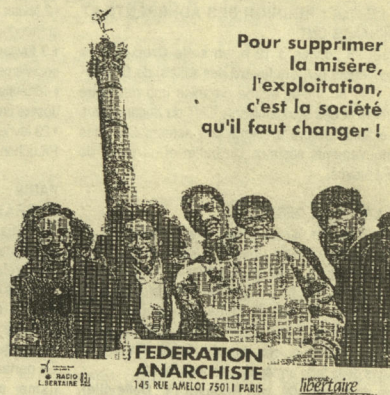
Des peines beaucoup moins sévères qu'à Montpellier, avec quand même des perles du genre : un mois de sursis pour un projectile jeté « avec force » par un bras paralysé (sic), dans une vitrine n'ayant subi aucun dommage !

Quatre autres procès sont encore à venir : les 25 et 26 janvier et les 1<sup>er</sup> et 8 février.

Pour plus de renseignements, contactez le CAMI c/o REFLEX, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.

### PAS DE LIBERTÉ PAS D'ÉGALITÉ DES DROITS SANS ÉGALITÉ SOCIALE

Pour supprimer la misère, l'exploitation, c'est la société qu'il faut changer !



AFFICHE sur l'ÉGALITÉ SOCIALE

5 F l'unité ; 50 F les 50 exemplaires (+10% de frais de port).

A commander à : PUBLICO, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### SOMMAIRE

Page 1 : De la rue à la commune (suite p. 2).

Page 2 : De la rue à la commune (suite de la « une »).

Page 3 : Réquisition - réappropriation à La Moskova, Boycottons Ackerman 1, Baisse du coût du travail... Augmentation des profits, Parutions, Rendez-vous.

Page 4 : Soirée libertaire sur les écoles parallèles à Ivry-sur-Seine, Un nouveau forum Internet sur

l'anarchisme, Agir contre la misère sociale.

Page 5 : Corse : Ça mijote.

Page 6 : La Fédération ibérique des jeunesse libertaires, Solidarité avec Timor.

Page 7 : « Rwanda : les médias du génocide », « La Digue » de Ludovic Degroote, Associations.

Page 8 : L'anarchie est une utopie mobilisatrice, A la petite semaine : Ni dieu ni maître, Infos procès.

### CYCLE DE CONFÉRENCES SUR L'ANARCHISME

La Fédération anarchiste organise une série de conférences. Celles-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

- Vendredi 26 janvier 1996 : Les anarchistes et le monde du travail.
- Vendredi 2 février 1996 : Anarchisme et féminisme.
- Vendredi 9 février 1996 : Comment lutter et s'organiser aujourd'hui ?

Ces conférences-débats auront lieu à 20 h,

à la salle de la Libre Pensée,

10-12, rue des Fossés-Saint-Jacques (M<sup>o</sup> Luxembourg), 75005 Paris.